Document généré le 4 août 2025 10:41

Lettres québécoises
La revue de l'actualité littéraire

Propos d'universitaires en grève. Le syndicalisme universitaire et l'État

Par un collectif d'universitaires

Nive Voisine

Numéro 6, avril–mai 1977

URI : https://id.erudit.org/iderudit/40421ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Éditions Jumonville

ISSN

0382-084X (imprimé)
1923-239X (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Voisine, N. (1977). Propos d'universitaires en grève. Le syndicalisme universitaire et l'État : par un collectif d'universitaires. *Lettres québécoises*, (6), 44–45.

Tous droits réservés © Éditions Jumonville, 1977

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

PROPOS D'UNIVERSITAIRES EN GRÈVE

Le syndicalisme universitaire et l'État

par un collectif d'universitaires

La grève des professeurs de l'université Laval a commencé comme un banal fait divers. À la surprise des administrateurs qui, dans l'isolement feutré de leur tour, croyaient encore que la peur et l'individualisme reconnu de leurs «chers confrères» feraient accepter les propositions patronales dites finales, si incongrues fussent-elles, les pacifiques docteurs ont décidé de ne plus travailler sans contrat de travail acceptable et accepté. Et, dès le 7 septembre 1976, ils ont débrayé.

La télévision locale s'est rapidement emparée de l'événement. Dès les premiers jours sont apparus sur les écrans ces doctes savants qui, barbe au vent et pancartes à la main, encerclaient les pavillons et bloquaient les entrées du campus et qui, de surcroît, avouaient candidement qu'ils continuaient à enseigner mais d'une autre manière. Et comme la suspension de la négociation lui laissait des loisirs, le président du syndicat se baladait d'un studio de radio ou de télévision à l'autre et expliquait à la population les enjeux de la grève. Bientôt suivi d'ailleurs du recteur Kerwin, drapé de candeur et d'innocence, dont les déclarations publiques, orales ou publiques, avaient le curieux résultat de cimenter davantage l'unité syndicale.

Très tôt, les deux parties s'installaient dans un provisoire prolongé. Le syndicat louait une salle de grève, fraternelle et animée, dans un modeste motel de Sainte-Foy, puis, après plusieurs semaines, occupait le pavillon De Koninck du campus pour être plus à l'aise et sauver de l'argent. Mieux nantie, l'administration se réfugiait à l'Auberge des Gouverneurs (la bien nommée!) où elle se donnait l'illusion de défendre — seule — la tradition universitaire. Mais, ô fatalité, à mesure que les semaines passaient et que la tension montait, d'étranges personnages au gabarit de lutteurs remplaçaient dans les corridors les têtes d'oeuf de moins en moins visibles. Par contre, cocktails et repas fins (aux frais des contribuables) du Cercle universitaire ne cessaient d'être le symbole de cette université idéale: sans professeurs et sans étudiants...

Sur les lignes de piquetage se produisait un décloisonnement longtemps rêvé à l'université: les mathématiciens cotoyaient les littérateurs, les architectes discutaient avec leurs collègues de droit et tous se découvraient des points communs. Mais surtout s'organisait une réflexion collective que venaient lancer ou nourrir des mini-colloques, des conférences et, bien sûr, les interminables pallabres des heures d'occupation. Le tout bien arrosé de bière ou de café et rendu attrayant par l'originalité gastronomique (aux frais des participants!) des piqueteurs de la bibliothèque et même par la bouffe (gratuite) du syndicat.

Cette réflexion a laissé des traces: entre autres, de nombreux textes publiés sous le titre de *Boîte aux lettres*. Invités à faire connaître leurs opinions à leurs collègues, plusieurs grévistes se sont exprimés, parfois avec hargne, la plupart du temps avec humour et ils n'ont pas peu contribué à raffermir le moral aux moments les plus sombres ou à galvaniser les énergies quand le besoin s'en faisait sentir. Le texte féroce de Jean Hamelin, comme la lettre émouvante de Roch Duval, suscitait des émotions qui aidaient à supporter le choc psychologique et les ennuis financiers que produisait ce long conflit de 104 jours.

* * *

Ce «vécu» — qu'il me plaît de rappeler puisque certains ont tendance à oublier qu'une grève n'est pas une rigolade, même chez les professeurs —, je ne le retrouve guère dans l'ouvrage collectif intitulé *Le syndicaliste universitaire et l'État*[1], publié par certains grévistes de Laval et de l'UQAM. Il n'y a sans doute pas eu le même phénomène collectif aux deux endroits et les gens d'une même université n'ont pas vécu la grève de façon uniforme.

Le volume poursuit un triple but bien explicité par les trois parties qui le composent: présenter d'abord «les enjeux du syndicalisme dans les universités», critiquer la «planification universitaire» qui est reconnue comme la principale menace à l'automonie et à la liberté de l'uni-

versité, approfondir le cas exemplaire de l'UQAM. Plusieurs professeurs, en majorité de l'UQAM cependant, apportent leur contribution à cette oeuvre d'élucidation.

Le résultat est très inégal. À cause du genre d'abord: comme il arrive souvent dans de telles oeuvres collectives, peu d'auteurs ont une pensée originale et le lecteur a le pénible devoir de se contenter d'idées banales et de dénonciations à répétition qui ont un effet soporifique incontestable. Et c'est d'autant plus notable dans cet ouvrage-ci que certains collaborateurs ont encore l'ardeur de néophytes syndicaux ou se font simplement l'écho de discours à la mode. Aussi y a-t-il bien des pages pénibles à lire parce qu'elles suintent l'ennui d'une thèse marxiste ou qu'elles ont le caractère cahotique d'une déclaration à la Kerwin.

Tout n'est pas mauvais, bien au contraire. Je crois que le sens du conflit à l'université Laval est suffisamment explicité par Guy Bouchard, appuyé par la contribution de Mikhael Elbaz et Claude Bariteau. De même, plusieurs auteurs nous prouvent qu'il est enfantin d'attribuer aux «marxistes» impénitents de l'UQAM la responsabilité des fréquents conflits de cette institution. Les articles sur la planification universitaire et sur le document de la CREPUQ me semblent avoir le plus de consistance, même si, paradoxalement, le meilleur d'entre eux date d'avril 1972! Tout compte fait, *Le syndicalisme universitaire et l'État* mérite une lecture attentive, ne serait-ce que parce que le problème qu'il aborde n'est guère traité ailleurs.

Pour ma part, j'en ai fait une lecture intéressée qui m'a rapporté moins de certitudes que d'interrogations.

D'abord, qu'en est-il des groupes dont on ne parle pas? Il convenait sans doute de mettre l'accent sur les deux universités en grève, mais il aurait été tout aussi intéressant de connaître le point de vue des autres universités — même traditionnelles! — qui avaient connu des difficultés semblables sans recourir à l'arrêt de travail. Leurs syndiqués voient-ils le partage du pouvoir de la même façon? Ont-ils trouvé un *modus vivendi* acceptable? Qu'en est-il surtout des autres constituantes de l'université du Québec que les auteurs négligent complètement et qui, comme l'UQAM, doivent vivre le régime de participation élaboré par le siège social? À ne parler que de Montréal, ne fausse-t-on pas complètement la perspective?

Tous les auteurs répètent *ad nauseam* que le pouvoir politique veut contrôler l'université. Je veux bien, et je suis même convaincu du danger qui existe. Mais plutôt que de nous dire 20 fois que la liberté universitaire est menacée, n'aurait-il pas été plus utile de nous en faire une bonne démonstration? Il me semble que les preuves existent en nombre suffisant pour éviter d'imposer aux lecteurs trop d'actes de foi.

Je me demande de plus si l'université traditionnelle décrite par certains collaborateurs n'est pas un mythe? Quand Brian Barton parle des pouvoirs des professeurs dans les anciennes universités et qu'il leur suppose «le contrôle presqu'absolu» sur beaucoup de questions, il ne me semble pas connaître le paternalisme et l'arbitraire qui régnaient alors à Laval, à Montréal et ailleurs. Dans l'ensemble d'ailleurs, on fait peu d'effort pour approfondir la connaissance du milieu universitaire d'avant 1965, ce qui n'est pas sans affaiblir les thèses de certains collaborateurs.

La plupart d'entre eux ne voient l'avenir qu'en termes d'affrontement entre administrations et corps professoraux ou de «rapport des forces»; «institutionnellement, écrit Jean-Marc Piotte, il y a conflits d'intérêts, entre ceux qui doivent administrer des politiques technocratiques et les professeurs qui subissent les effets de ces politiques». Je ne suis pas du tout convaincu qu'on doive ramener la réalité à cette dichotomie déterministe. Ceux qui veulent la lutte à tout prix peuvent lire la situation de cette façon; quant à moi, je me refuse encore à diviser l'université en «bons» et en «méchants» et à nier la possibilité d'une concertation dans le milieu universitaire.

Enfin, un chapitre manque à l'ouvrage: les résultats des luttes. Je comprends qu'il y avait avantage à publier le volume avant même la fin des grèves, mais le lecteur reste sur sa faim et ne peut deviner dans quelle direction les règlements orientent les prochaines années.

* * *

Si je me fie à ce qui se passe à l'université Laval, il ne sera pas facile de rétablir un climat de collaboration. Les gens de la haute administration donnent l'impression qu'ils n'ont rien appris ni rien retenu. Leur style d'administration n'a guère changé et les limites de leur capacité ont été bien révélées par le fouillis administratif qui a suivi la rentrée. Bien plus, ces administrateurs ne se rendent même pas compte qu'ils ont perdu la confiance de la base. Au moment où j'écris ces lignes, le campus est en pleine campagne pour l'élection du recteur. Or, le premier à faire connaître sa candidature a été le recteur Kerwin qui avait été invité à démissionner par plus de 600 professeurs; il s'imagine naïvement qu'ils ont pu changer d'idée. Sont aussi sur les rangs plusieurs négociateurs patronaux irréductibles: le vice-recteur Daneau, le doyen Grenier... C'est de la provocation si ce n'est du masochisme. À moins qu'ils croient toujours qu'ils ont reçu la mission de sauver l'université, leur université. Comme Franco, l'Espagne!

Nive VOISINE

1. Un collectif d'universitaires. *Le syndicalisme universitaire et l'État*. Montréal, Hurtubise HMH, [1977]. 208 p.